

ENJEU SÉCURITÉ - Bandes criminelles, désastre suédois - mais en France ?

TROIS QUESTIONS

Le ministre suédois de la Justice a prévenu qu'éradiquer la vague de crimes violents dans le pays prendrait au moins une décennie, du fait de l'infiltration de gangs de narcos immigrés dans des tribunaux, la police et les prisons. Quelle est la gravité de la situation en Suède ? Les gangs et la criminalité ont-elles une réelle influence sur les institutions ? La corruption est-elle endémique en Suède ?

PRENONS l'affaire à sa source. Les sociétés nordiques-scandinaves reposent sur les notions luthériennes d'honnêteté et de charité, bien sûr parfaites en soi. Or en 2015, face à une masse de migrants-réfugiés issus du Moyen-Orient, aux valeurs dominantes d'honneur et de vengeance, un mélange détonnant s'amorce et explose vite. À Malmö, les Suédois pensent accueillir des sortes de Danois, en un peu plus brun ; les arrivants, en mode loup dans la bergerie, voient des femmes et jeunes filles locales type-prostituées et leurs hommes, en gogos ou esclaves se laissant piller-molester sans réagir, au nom de la culture de l'excuse.

Dix ans que ça dure. Résultat : une Suède à feu et à sang, attentats à la grenade, rafales de kalach' ... Gangs kurdes contre Soudanais, Kosovars ou Somaliens... Une police-Bisounours... Une justice 100% prévention, 0% répression : un désastre à 100% *made in Sweden*. Notons qu'en 2016, nos médias d'information dénoncent férocement ceux qui annoncent le drame... Le cinéma usuel : agiter les peurs... racisme... oiseaux de malheur... Bien sûr, ces médias sont les complices objectifs du présent chaos. Attendons qu'ils se repentent...

Cette situation pourrait-elle arriver en France ? Notre pays doit-il tirer des leçons de l'expérience suédoise pour s'en prémunir ? Disposons-nous d'assez de moyens dans la justice, la police, et les prisons pour lutter efficacement contre l'emprise des gangs et endiguer la hausse de la criminalité ; quelles seraient les mesures à prendre pour éviter un tel scénario ?

Mais si l'on considère nos quartiers "de la politique de la ville" (QPV), ou "de reconquête républicaine" (QRR), ces quelque 15 000 km² hors-contrôle de la France métropolitaine ici récemment évoqués, la situation est pire en France qu'en Suède, pour deux raisons aussi claires qu'indéniables :

- En France, ces zones hors contrôle s'incrument et prolifèrent depuis un demi-siècle :

S'incruster : quand un quartier entre en QPV ou en QRR, il n'en sort plus ; y demeurant bien plutôt pour l'éternité.

Prolifèrent : chaque révision des listes de ces quartiers en voit certains s'étendre aux zones voisines ; de nouveaux entrer. Aussi, multiplication des quartiers où les forces de l'ordre doivent accompagner les pompiers qui sinon, sont lynchés.

Fact-Checkers : notre base documentaire dispose des faits probants sur ce point.

- En Suède, le robinet de l'immigration a vu son débit diminuer tant bien que mal ; or en France, le flux de clandestins, demandeurs de ceci ou cela... réfugiés, n'a jamais été aussi fort, selon les organismes officiels, type INSEE, eux-mêmes.

Des magistrats marseillais ont naguère alerté la commission sénatoriale sur le narcotraffic du grave impact des gangs gangrénant Marseille, usant même du terme de « narcoville ». Est-il déjà trop tard pour agir en France face à l'influence et à l'emprise des bandes criminelles sur le pays, voire sur nos institutions ?

Lors des sinistres "Procès de Moscou", le procureur Andrei Vychinski accusait les opposants à Staline (bientôt exécutés) de "théoriser leurs propres insuffisances". Pareil chez nous aujourd'hui (sans l'issue fatale...) : les descriptions et alertes des magistrats des Bouches-du-Rhône sont justes. Mais faute à qui ? Les vagues criminelles ont une origine : pas plus de génération spontanée en criminologie qu'en biologie. Depuis la décennie 1970, tous les gouvernements de la Ve République, droite ou gauche, nient que les quartiers hors-contrôle soient des couveuses criminelles - parfois, terroristes ; ils n'y font que de l'urbanisme et du social, sans maintien de l'ordre ; M. Jospin et M. Fillon, tout pareil.

Exemple, le coupe-gorge de Pissevin, à Nîmes - mais des centaines d'autres existent en France. Les pouvoirs publics, la municipalité, etc., y laissent les gangs s'installer-proliférer vingt ans durant... À la fin, un gamin meurt dans une fusillade, ça les réveille... Un (modeste) poste de police y est prévu... ouvert de 9 à 17h. alors que les bandits sont des nocturnes ; passons ... La boutique voisine vite incendiée, ce poste ferme dès le lendemain de son ouverture. En même temps, les mêmes allouent près de cinq cent millions d'euros à Pissevin, au nom du "Nouveau programme national de renouvellement urbain". Tout est dit. ■